

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 8 DECEMBRE 2020

L'An Deux Mil Vingt et le Huit Décembre, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de LURE, légalement convoqué à la date du 1^{er} décembre 2020 s'est réuni en son siège, Salle du Conseil, ZA de la Saline, rue des Berniers, à Lure, sous la présidence de Mme Isabelle ARNOULD, Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Lure, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (art. L.2121.7 à L.2121.34 et 5211.1).

Effectif légal du Conseil Communautaire : 46

Membres du Conseil en exercice : 46

Titulaires présents : Mme ARNOULD, M. PIQUARD, Mme GALMICHE, M. RICHARD, Mme ROMARY-GROSJEAN, M. BALLOT, Mme CARAVATI-BRESSON, MM. HACQUARD, DAGUENET, Mme HERTZ-NINNOLI, M. NOURRY, Mme MARCHAL, MM. WENDE, CHAGNOT, CLAUDEL, Mme DEMESY, M. DEMONET, Mme DESCOLLONGES, MM. FLEURY, FRECHARD, GAVAZZI, GIMENEZ, Mme GUILLEREY, MM. JURETTIGH, LAFFAGE, LAROCHE Christian, LAROCHE Jérôme, LEDOUX, Mme LUTHRINGER, MM. MARSOT, MASSON, MERZOUG, MONNAIN, Mme MOUREY, M. ORTEGA, Mme POULAIN, M. SEGUIN, Mme SIEGER, M. SIMEON, Mme THOMAS Marie-Claire, MM. THOMAS Pierre, VUILLEMAND, Mme ZELLER.

Titulaire absent ayant donné pouvoir : M. HOULLEY ayant donné pouvoir à Mme ARNOULD

Titulaires absents : Mme CONTEJEAN, M. VENNE

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, la séance est déclarée ouverte à **18H00** et conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil nomme l'un de ses membres, **M. Jean-Christophe BALLOT**, pour remplir les fonctions de Secrétaire.

OBJET : Soutien aux entreprises fermées administrativement - Instauration d'aides au loyer et à l'emprunt en faveur de l'immobilier commercial - dispositif OPALE

M. Bernard PIQUARD, Vice-Président, expose au Conseil Communautaire :

Depuis le 30 octobre 2020, une partie des commerces de proximité font de nouveau l'objet d'une fermeture administrative. La perte de chiffre d'affaires inhérente à cette fermeture ne pourra pas être pleinement compensée malgré les dispositifs de l'Etat (fonds de solidarité national et chômage partiel). De plus, la situation sanitaire rend incertaines les perspectives de reprise. C'est pourquoi il apparaît nécessaire d'appuyer les commerçants dans la poursuite de leur activité et d'apporter des soutiens financiers complémentaires.

C'est pourquoi la Région a décidé d'octroyer aux côtés des intercommunalités une aide complémentaire. Un avenant prévoyant la participation financière, ainsi que les modalités d'intervention nous est proposé.

L'abondement complémentaire de la Région est conditionné à un abondement de l'EPCI au moins égal à la moitié de celui opéré par la Région. L'abondement de la Région est plafonné à 2€ par habitant.

VU le règlement d'intervention régionale adopté en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020 et le règlement d'intervention régionale adopté en commission permanente le 10 juillet 2020,

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 18 juillet 2020 ayant pour objet la délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention pour le Fonds régional des territoires délégué,

VU les délibérations du Conseil régional en date des 25 et 26 juin 2020 et en date du 10 juillet 2020 ;

VU la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la CCPL pour le Fonds régional des territoires délégué en date du 8 septembre 2020,

VU la délibération du Conseil régional en date du 16 novembre 2020,

La loi NOTRe expose également dans son article R.151 1-4-2 que les assemblées délibérantes doivent déterminer les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides accordées.

A ce titre, il est précisé que les aides citées ci-dessus revêtent la forme d'une subvention forfaitaire de 500€ pour un mois de loyer ou une mensualité d'emprunt du local commercial. Le périmètre d'application proposé pour l'octroi de ces aides en faveur de la sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité est celui de la CCPL.

Seuls pourront bénéficier de cette aide communautaire les commerçants et/ou artisans dont les demandes répondront aux conditions fixées préalablement par la collectivité à travers un règlement d'intervention joint en annexe et soumis également à l'assemblée délibérante pour approbation.

Ce règlement détaille également les modalités d'attribution des aides proposées.

Considérant la nécessité de soutenir les commerces victimes d'une fermeture administrative,

Considérant que ce nouveau dispositif est complémentaire des autres aides existantes,

L'exposé entendu et après en avoir délibéré à la majorité, 44 voix pour, le Conseil Communautaire :

- **se prononce en faveur du versement d'aides financières à l'immobilier commercial afin de soutenir les activités commerciales et artisanales par le biais d'une aide au loyer pour les commerçants/artisans locataires de leur local commercial et d'une aide au remboursement de l'emprunt pour les commerçants/artisans qui en sont propriétaires,**
- **abonde la participation financière de la CCPL à la même hauteur que celle de la Région, soit 2€ par habitant,**
- **approuve le règlement d'attribution de ces aides joint en annexe,**
- **fixe le montant de l'aide forfaitaire à 500€ par dossier,**
- **intitule ce nouveau dispositif "OPALE" comme "OPération d'Aide au Loyer des commerçants du pays de Lure",**
- **dit que les dépenses correspondantes seront inscrites en DM du Budget principal 2020,**
- **autorise Madame la Présidente à signer tous les documents afférents,**
- **délègue à Madame la Présidente la possibilité de modifier le règlement intérieur si nécessaire.**

**Ainsi fait et délibéré en séance,
Les jours, mois et an que dessus.**

**POUR EXTRAIT CONFORME,
LA PRESIDENTE**

The block contains a circular official stamp of the 'Communauté de Communes du Pays de Lure' and a large, stylized handwritten signature in black ink that overlaps the stamp and the text 'LA PRESIDENTE'.

RÈGLEMENT D'INTERVENTION OPALE OPÉRATION D'AIDE AUX LOYERS des commerces du Pays de Lure

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) notamment les articles L.1511-3, R.15116462, R.1511-4-3,L.5216-5 du CGCT ;

Vu le règlement RGEC (UE) n°651/214 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Vu le règlement UE n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional en date du 25 et 26 juin 2020

Vu la délibération sur l'avenant n°1 du Conseil Régional en date du 16 novembre A compléter...

Il est convenu comme suit :

1.OBJET DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Le présent règlement intérieur a pour objet d'encadrer les modalités d'intervention de la Communauté de Communes du Pays de Lure pour l'attribution des aides aux loyers.

2.MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'AIDE

2.1 Accompagnement des demandeurs

La chargée de mission commerce, artisanat et services a en charge la coordination et le suivi global du dispositif d'aide aux loyers décrit dans ce présent document.

Elle accuse réception des dossiers de demande complets et notifie aux bénéficiaires l'octroi de l'aide décidée en commission d'attribution.

2.2 Modalités de demande de la subvention

L'entreprise fait part de sa demande de subvention sur le site internet <https://www.pays-de-lure.fr/opalc.htm>
La chargée de mission accuse réception de la demande et vérifie l'éligibilité à l'aide par application du règlement.

Les dossiers sont étudiés par ordre de dépôt dans la limite de durée de l'opération et de l'enveloppe dédiée à cette aide.

2.3 Composition de la commission d'attribution

La commission d'attribution examine uniquement les dossiers de demande complets. Elle est composée des membres citées ci-après :

- La Présidente (ou son représentant)
- Le Vice-Président en charge de l'économie (ou son représentant)
- Le maire (ou son représentant) de la commune concernée par le commerce

3. CHAMP D'APPLICATION

Les aides au loyer et au remboursement d'emprunt pour le local commercial ont pour objectif de soutenir les commerçants et les artisans de la Communauté de Communes du Pays de Lure touchés par la fermeture administrative liée à la crise sanitaire.

3.1 Bénéficiaires

Les entreprises bénéficiaires sont des entreprises commerciales, artisanales, ou de services qui exercent dans un local commercial.

Est considéré comme local commercial un lieu dans lequel s'exerce une activité commerciale où est exploité un fonds de commerce. L'activité commerciale est exercée par une personne physique gérant ou salarié de la société commerciale (SA, SARL, EURL...). Elle consiste en l'achat de biens pour leur revente et à la vente de prestations de services commerciaux. Elle implique l'accueil d'une clientèle.

Sont éligibles, les entreprises locataires ou propriétaires avec emprunts en cours répondant à l'ensemble des critères suivants :

- être locataire ou propriétaire d'un local commercial recevant du public* sur le **territoire de la Communauté de Communes du Pays de Lure**
- avoir subi une **fermeture administrative au 30 octobre 2020**
- être inscrit au **Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Répertoire des Métiers**
- avoir un effectif de 0 à 10 salariés inclus
- avoir un local d'une surface de vente inférieure à 400m²
- être **commerçant indépendant ou franchisé indépendant**
- Avoir créé son entreprise au plus tard au **1er janvier 2020**

* établissement de catégorie M (magasins de vente, cafés, restaurants, bar, débits de boissons), O (hôtels), W (bureaux commerciaux) mentionnés dans le règlement de sécurité des ERP.

3.2 Montant de l'aide

L'aide revêt la forme d'une subvention équivalente à la valeur du montant du loyer (HT et hors charges) ou de la mensualité d'emprunt. Cette aide est plafonnée à hauteur de **500€**.

1. 關於本會之組織及職權，業經本會第一次會員大會通過，並經內政部核准在案。茲為適應業務需要，特擬具本會組織規程，呈請核奪。

2. 本會之組織，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

3. 本會之職權，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

4. 本會之經費，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

5. 本會之辦事處，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

6. 本會之秘書處，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

7. 本會之各級分會，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

8. 本會之各級分會，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

9. 本會之各級分會，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

10. 本會之各級分會，除前經核准之組織規程外，並擬具本會章程，呈請核奪。

中華民國三十三年九月一日

呈請核奪。

3.4 Pièces constitutives au dossier de demande de subvention

Pour bénéficier de cette aide, le demandeur doit fournir via le formulaire en ligne

- Code APE
- N°SIRET
- Extrait KBIS de moins de 3 mois
- Forme juridique
- Surface de vente
- Attestation de fermeture administrative
- Copie intégrale du bail
- Quittance de loyer ou tableau d'amortissement d'emprunt fourni par la banque
- RIB (compte professionnel)

Accusé de réception d'un acte en préfecture

Soutien aux entreprises fermées administrativement - Instauration

Objet de l'acte : d'aides au loyer et à l'emprunt en faveur de l'immobilier commercial -
dispositif OPALE

Date de décision: 08/12/2020

Date de réception de l'accusé 15/12/2020

de réception :

Numéro de l'acte : 08122020_D302

Identifiant unique de l'acte : 070-247000664-20201208-08122020_D302-DE

Nature de l'acte : Délibération

Matières de l'acte : 7 .4

Finances locales

Interventions économiques

Date de la version de la 29/08/2019

classification :

Norm du fichier : Delib_08122020_3-02 Soutien aux entreprises - aide au paiement des
loyers ou prêts.pdf (99_DE-070-247000664-20201208-
08122020_D302-DE-1-1_1.pdf)Annexe : RI aide au loyer OPALE.pdf (21_RP-070-247000664-20201208-
08122020_D302-DE-1-1_2.pdf)

Règlement

